

États généraux sur la langue

# RÉSUMÉ Du Mémoire

présenté à

**La Commission des États généraux  
sur la situation et l'avenir  
de la langue française au Québec**

par

**La Société nationale de l'Est du Québec**



Le 23 octobre 2000

## La Société nationale de l'Est du Québec

**L**a Société nationale de l'Est du Québec fondée en 1945 est un organisme de défense des intérêts des Québécoises et des Québécois et de promotion du Québec comme étant le siège d'une nation française en Amérique. Affiliée au Mouvement national des Québécoises et des Québécois, nos objectifs généraux se lisent ainsi :

*Promouvoir l'unité de la nation québécoise en privilégiant la souveraineté de l'État québécois et son caractère français, en stimulant la fierté d'y appartenir et en favorisant l'établissement et le maintien des relations harmonieuses avec les autres pays et peuples du monde.*

La Société nationale de l'Est du Québec est depuis 1969 d'option souverainiste. Le Mouvement national et les Sociétés Saint-Jean-Baptiste affiliées ont compris que notre langue ne serait pleinement protégée qu'à l'intérieur d'un pays souverain, contrôlant toutes ses lois et son immigration. Elles ont compris qu'une nation possédant son drapeau et sa Fête nationale ne pouvait que devenir souveraine.

La SNEQ se préoccupe du développement économique de sa région, à commencer par la construction d'un siège social important à Rimouski, lorsqu'elle a investi dans l'usine Cascade de Cabano, lorsqu'elle a été à l'origine de la Coopérative funéraire du Bas-Saint-Laurent, lorsqu'elle a contribué au sauvetage de quelques P.M.E. en difficulté financière. La SNEQ participe aussi à des causes sociales, en animant différents débats de société, en s'engageant en éducation, soit pour aider les étudiants économiquement faibles (Fondation

du Prêt d'honneur de l'Est du Québec) et en organisant des concours en histoire nationale, à défaut d'un véritable programme d'enseignement dans les écoles, et des concours de français.

Mieux connue pour son action en faveur de la sauvegarde et de la promotion de la langue française, la SNEQ rêve du jour où elle pourra travailler sur la qualité de la langue, même si elle le fait déjà, plutôt que sur sa protection. Elle rêve aussi du jour où elle pourra œuvrer davantage à la promotion du Québec et du français à l'étranger, plutôt qu'à sa survivance, à l'intérieur du régime fédéral.

### **Quand nous ne parlerons plus français au Québec, nous serons encore là, mais plus pauvres qu'avant...**

**N**ous désirons vous remercier, au nom des administrateurs et administratrices de la Société nationale de l'Est du Québec, de tous nos membres, de nous accueillir pour vous faire part de notre réflexion sur la situation de la langue au Québec. Notre parti-pris est bien connu en faveur de la langue française et, comme tout être humain normalement constitué, nous voulons vivre, continuer à vivre et savoir que nous aurons une relève. C'est pourquoi nous voulons que le Québec soit un pays français.

La Société nationale de l'Est du Québec vous présente un mémoire pour dénoncer, en grande partie, l'indifférence qui entoure actuellement la question de la langue au Québec. À cause de sa fragilité évidente au Québec, au Canada et dans le monde, le Gouvernement du Québec doit se montrer enclin à apporter à la langue française tout le soutien qu'elle devrait recevoir d'un

gouvernement qui désire bâtir un pays, dont le français serait la langue officielle. Nous comprenons aussi que certaines questions peuvent être « plus ou moins populaires » à certains moments, mais c'est parfois là où il faut faire le plus activement oeuvre d'éducation.

La Société nationale de l'Est du Québec veut démontrer dans sa première partie que l'économie et la langue ne peuvent être dissociées pour un peuple. Historiquement, nous démontrons que le succès des Français du Canada et, par la suite, du Québec, fut intimement lié à celui de la priorité accordée à la langue. Ce n'est qu'à partir du moment où nous avons affiché notre fierté d'être français que les Québécois ont repris un plus grand contrôle de leur société et arrêté de se contenter d'être les porteurs d'eau. Trois grandes étapes en témoignent : la Commission Laurendeau-Dunton, la Révolution tranquille et la Charte de la Langue française.

Nous déplorons également que l'incertitude dont sont frappés certains de nos concitoyens, parents, jeunes, professeurs et politiciens, ne soit pas davantage combattue. Nous comprenons comme tout le monde que notre société doit lutter contre l'envahissement américain et de la langue anglaise, sous l'influence de la mondialisation. Mais, nous ne croyons pas que cela doive nous conduire à l'obsession de devenir collectivement bilingue. Notre peuple demeurera fort en autant qu'il conservera sa langue, sinon il deviendra un joueur secondaire qui se contentera de jouer sur le banc. De plus, il est fort pertinent de construire sur la langue pour développer une économie à partir des créneaux qu'elle nous offre, que ce soit la culture, la traduction, l'informatique, etc.

La Société nationale de l'Est du Québec se sent interpellée par la fragilité de la situation de la langue à Montréal et dans sa région immédiate. Tout en revendiquant que le Gouvernement

protège économiquement et socialement les régions, nous affirmons que si les régions françaises ne survivront pas à la déchéance linguistique de Montréal, le Montréal français ne survivra pas à l'affaiblissement des régions.

La Société nationale de l'Est du Québec constate avec stupéfaction le déclin de la natalité au Québec et y voit une manifestation de la difficulté d'y vivre en français. Nous nous interrogeons sur les moyens qui pourraient être pris pour redonner espoir à cette jeunesse qui, de génération en génération, revendique un pays depuis 40 ans. Toutefois, le plus troublant, c'est que cette réalité qui semble vouloir perdurer pourrait nous conduire à une perte de contrôle du peuple québécois, d'origine française. Si nous sommes pour la diversité culturelle, il s'agirait d'un recul incroyable dans cette Amérique du nord en proie à l'uniformisation.

La Société nationale de l'Est du Québec propose la résistance active et positive. Nous en appelons à vous, Mesdames et Messieurs les commissaires, pour que nous soyons entendus et que la Loi 101 et la Charte de la Langue française soit restituée dans son intégralité, en tenant compte des nouvelles réalités qui nous confrontent. Le Gouvernement du Québec doit reconstruire notre législation pour que la langue française redevienne la langue du travail, la langue de l'administration publique, la langue d'affichage, la langue d'intégration des immigrants, la langue commune et des communications et, finalement, la langue de la citoyenneté politique. Sa force d'attraction doit être totale.

À partir de la considération que l'enseignement est le maillon le plus important de toutes nos politiques, nous constatons que nous sommes en train de nous auto-détruire en inversant notre responsabilité linguistique. À toutes fins pratiques, nos partis politiques sont à consacrer

l'enseignement de l'anglais pour une durée presque totale au primaire. Le message envoyé aux parents est insidieux : l'anglais est prioritaire! Nous contestons cette dépendance créée de toutes pièces d'autant plus qu'il y a lieu de critiquer sérieusement nos méthodes d'enseignement, qui résultent à la fois en un mauvais apprentissage de la langue seconde et faible maîtrise de la langue maternelle.

C'est pourquoi la Société nationale de l'Est du Québec souhaite que les gouvernements, actuels et futurs, nous proposent des plans d'action dont le grand thème serait l'immersion totale dans cette langue universelle qu'est le français. Il nous faut lutter à armes égales avec le gouvernement fédéral qui investit des millions au Québec pour favoriser la langue qui est déjà celle de la majorité canadienne et pour nous affaiblir. Le Québec se doit de bénéficier de programmes qui en appelleront à la fierté de partager le français. Il est impératif que la population québécoise prenne un grand bain de français dans toutes ses sphères d'activités, en regard autant de la citoyenneté, des entreprises, des régions que de l'éducation. Les anglophones doivent aussi recevoir le message qu'au Québec la vie se passe en français et que les prochaines générations ne subissent plus la pénalité de ceux et celles qui n'ont pas eu la chance d'apprendre le français, pour pouvoir en vivre. Il s'agit d'un droit plus que d'une obligation.

Ainsi donc, ce programme de fierté rassemble des volets publicitaire, scolaire, communautaire, pédagogique et scientifique et technique.

Le secteur de l'éducation est probablement le plus important à circonscrire, vu les effets à long terme qu'il apporte à toute société et à tout projet de société. Pour nous, l'immersion du système

d'éducation doit se concrétiser par un devoir de tous les intervenants en éducation, quelque soit leur sphère d'activité, à devenir des éléments actifs et concernés par un meilleur apprentissage de la langue chez les jeunes. La Société nationale de l'Est du Québec, propose un certain nombre de choses comme l'élimination de l'apprentissage de l'anglais au primaire, contrairement aux deux partis alternativement au pouvoir à Québec. Il s'agit là d'une prise de position en faveur de la totalité des chances à accorder à la langue française en très bas âge et à un changement de direction quant aux méthodes vécues ici pour l'apprentissage d'une langue seconde. Nous ne croyons plus à l'apprentissage au compte-gouttes durant toute une vie d'étudiant : la Société nationale de l'Est du Québec propose de concentrer cet apprentissage au secondaire et d'innover en privilégiant des modes d'immersion. De plus, nous sommes davantage en accord avec des objectifs de multilinguisme que de bilinguisme intégral.

Cette formule doit être valable pour tous et toutes, anglophones, allophones et francophones. La Société nationale de l'Est du Québec accepte que la population québécoise s'intéresse à une meilleure maîtrise de la langue anglaise par de plus en plus de ses citoyens et citoyennes, même si nous sommes déjà en avant-garde en Amérique du nord. Toutefois, comme nous pouvons bénéficier de cet atout supplémentaire, il nous appartient de dénoncer toute attitude qui aurait pour conséquence de négliger l'apprentissage et l'utilisation de la langue française. Notre identité française constitue notre personnalité et ce serait nous rapetisser que de la ramener au second rang de nos préoccupations. Il en va de même des enseignants qui, parce qu'ils n'enseignent pas le français, ne se sentent pas concernés par leur devoir d'en tenir compte dans leur évaluation. Les politiques existent, elles devraient seulement être appliquées. Même les secteurs techniques et professionnels doivent avoir une approche qui, pour un objectif d'une plus grande qualité de la langue, favorise l'innovation dans la terminologie et la collaboration des entreprises.

Le Québec a eu l'occasion au cours des dernières décennies, depuis sa sortie de la Grande Noirceur, d'exercer un certain leadership international, dans la francophonie. Les dernières années sont plus déprimantes à ce niveau puisque nous avons eu à subir les assauts du gouvernement central libéral fédéral. Le Québec se doit donc d'exercer une plus grande autorité sur la langue et reprendre le terrain avec les autres pays francophones. Mais, nous n'y échappons pas, le vrai destin du Québec demeure celui de la souveraineté.

Notre conclusion nous amène à considérer que la langue française contribue à préserver notre patrimoine. À ce titre, ce n'est pas la langue que l'on doit mettre sur les tablettes, dans les musées ou à côté des vieilleries pittoresques. Comme c'est la langue qui nous donne notre identité, elle est le seul véhicule par lequel nous pourrions transmettre notre culture à nos descendants. Si nous ne voulons pas devenir les fossoyeurs de notre peuple, Gaston Miron nous disait déjà : **« Accepter CECI c'est me rendre complice de l'aliénation de mon âme de peuple, de sa disparition en l'Autre. Je dis que la disparition d'un peuple est un crime contre l'humanité, car c'est priver celle-ci d'une manifestation différenciée d'elle-même. Je dis que personne n'a le droit d'entraver la libération d'un peuple qui a pris conscience de lui-même et de son historicité. »**

États généraux sur la langue

# Mémoire

présenté à

**La Commission des États généraux  
sur la situation et l'avenir  
de la langue française au Québec**

par

**La Société nationale de l'Est du Québec**



Le 23 octobre 2000

## La Société nationale de l'Est du Québec

---

**L**a Société nationale de l'Est du Québec fondée en 1945 est un organisme de défense des intérêts des Québécoises et des Québécois et de promotion du Québec comme étant le siège d'une nation française en Amérique. Affiliée au Mouvement national des Québécoises et des Québécois, nos objectifs généraux se lisent ainsi :

*Promouvoir l'unité de la nation québécoise en privilégiant la souveraineté de l'État québécois et son caractère français, en stimulant la fierté d'y appartenir et en favorisant l'établissement et le maintien des relations harmonieuses avec les autres pays et peuples du monde.*

La Société nationale de l'Est du Québec est depuis 1969 d'option souverainiste. Le Mouvement national et les Sociétés Saint-Jean-Baptiste affiliées ont compris que notre langue ne serait pleinement protégée qu'à l'intérieur d'un pays souverain, contrôlant toutes ses lois et son immigration. Elles ont compris qu'une nation possédant son drapeau et sa Fête nationale ne pouvait que devenir souveraine.

La SNEQ se préoccupe du développement économique de sa région, à commencer par la construction d'un siège social important à Rimouski, lorsqu'elle a investi dans l'usine Cascade de Cabano, lorsqu'elle a été à l'origine de la Coopérative funéraire du Bas-Saint-Laurent, lorsqu'elle a contribué au sauvetage de quelques P.M.E. en difficulté financière. La SNEQ participe aussi à des causes sociales, en animant différents débats de société, en s'engageant en éducation, soit pour aider les étudiants économiquement faibles (Fondation du Prêt

d'honneur de l'Est du Québec) et en organisant des concours en histoire nationale, à défaut d'un véritable programme d'enseignement dans les écoles, et des concours de français.

Mieux connue pour son action en faveur de la sauvegarde et de la promotion de la langue française, la SNEQ rêve du jour où elle pourra travailler sur la qualité de la langue, même si elle le fait déjà, plutôt que sur sa protection. Elle rêve aussi du jour où elle pourra œuvrer davantage à la promotion du Québec et du français à l'étranger, plutôt qu'à sa survivance, à l'intérieur du régime fédéral.

## **Quand nous ne parlerons plus français au Québec, nous serons encore là, mais plus pauvres qu'avant...**

---

**S**ur cette parodie du titre du film de Michel Brault sur les Patriotes, nous voulons démontrer que la langue française est un héritage de notre passé à préserver jalousement et que toute paresse ou négligence à le faire nous conduira inéluctablement à l'appauvrissement d'un peuple. Plus nous laisserons faire les autres, plus nous nous réduirons, plus nous nous amincirons, plus nous deviendrons une quantité négligeable incapable de se ressaisir pour faire face au défi de la mondialisation. Se peut-il que d'aucuns se sentant mal à l'aise avec les drapeaux, dont le fleurdelisé, en viennent à faire de la question de la langue une vilaine copie des symboles patriotiques qu'il vaut mieux jeter à la poubelle, de peur de passer pour de méchants fascistes?

La langue est associée au développement économique d'un peuple. Notre passé nous le rappelle; notre futur nous le promet. La prospérité des francophones d'Amérique a toujours été proportionnelle au degré de maîtrise de leur destin. C'était vrai avant 1759; cela l'est depuis la Révolution tranquille;

entre les deux, la domination anglaise a toujours signifié régression, et souvent, répression. Est-il nécessaire de rappeler les conclusions de Laurendeau-Dunton?

Ce n'est qu'avec la Révolution tranquille qu'on a commencé à percevoir des changements de nature économique, les Québécois francophones ayant investi massivement afin de provoquer le changement. Dans presque tous les domaines, notre vitalité de peuple francophone a eu pour effet de modifier une carte qui était jusque là à l'avantage des Anglais et au désavantage des Français. Nous l'oublions facilement, et les jeunes l'ignorent, c'est avec la prise du pouvoir par un parti indépendantiste et par l'instauration de la Charte de la langue française que les francophones ont vraiment atteint les sommets du monde de l'économie. L'éducation et la francisation du Québec par la valorisation de notre langue en sont directement responsables.

Faudrait-il maintenant laisser les pouvoirs politiques, par leur mollesse, leur soumission ou leur agressivité, nous replonger dans une situation semblable à celle des Autochtones du Canada ou à celle des Noirs et des latino-américains des USA? Faudra-t-il recommencer à trahir notre identité pour parvenir?

***Note :***

***Nous appelons français ce que la rectitude politique demande à la majorité d'appeler francophone!***

## La langue est au service de notre économie

---

**A**ujourd'hui, il y a une forte tendance à l'uniformisation qui s'accompagne d'un envahissement profond de la langue anglaise. À cause de la force politique et économique des Américains, à cause de l'accaparement des ondes par la langue anglaise, à cause de la force de l'anglais dans le développement de l'informatique et de l'Internet, certains en viennent à penser qu'en dehors de la langue anglaise, il n'y a point de salut. Les parents, inquiets pour l'avenir de leurs jeunes à force de se faire marteler un message de démission, en viennent à mettre au premier rang de leurs préoccupations l'apprentissage de la langue anglaise plutôt qu'une éducation intégrale dont la maîtrise de la langue maternelle est la base. Malheureusement, certains éducateurs, encouragés par le laisser-aller de leurs dirigeants, autant les commissions scolaires et directions d'écoles que les politiciens, appuient ces obsessions du bilinguisme et finissent par trahir leur mandat d'instituteur, en prétendant promouvoir la culture, par un enseignement de l'anglais inopportun, inutile et illégal.

Obnubilés par le mythe de « l'anglais-nécessité-absolue-partout-tout-le-temps », nous priverons notre peuple du seul avantage objectif que lui procure le fait de ne représenter que 2 % de la population d'Amérique du Nord. À long terme, nous aurons provoqué sa lente et douloureuse disparition. Quel beau triomphe!

Pour la Société nationale de l'Est du Québec, défendre sa langue, promouvoir sa qualité, ce n'est pas être « passéiste, replié ou frileux », c'est une façon d'améliorer notre sort économique en occupant les emplois lucratifs que créent les nouvelles technologies de l'information (logiciels, traduction, productions culturelles) tout en étant à l'avant-garde de la défense de la diversité culturelle. C'est être conscient de notre situation privilégiée par rapport aux autres cultures non-anglophones. C'est mettre

en valeur notre principal attrait touristique : notre visage et notre identité français. C'est, selon les mots de Rimbaud, « être résolument modernes »!

## La situation du français à Montréal concerne les régions

---

**M**ême si l'anglicisation y semble un peu moins rapide qu'il y a quelques années, Montréal est en train de nous glisser entre les doigts comme chef-lieu de la langue française en Amérique du Nord, sous le prétexte qu'il faut être généreux.

Une fois Montréal rendue anglaise, qu'advient-il de nos régions? On ne cesse de nous rabâcher les oreilles avec la population de Montréal, et de sa région, qui serait la moitié du Québec. Voilà la ville qui doit nous représenter sur la scène internationale, démarcher pour la promotion économique, qui est reconnue comme notre métropole, le cœur du Québec. Si c'est si vrai, pouvons-nous imaginer l'impact qu'elle a économiquement et politiquement sur l'avenir du Québec! L'économie et la langue sont indissociables. Si le cœur économique se modifie, il est inéluctable que les poumons doivent changer d'air.

Les régions du Québec ne survivront pas, dans leur état actuel, à la disparition d'une métropole française. Les entreprises et les chefs de file nous feront prendre le tournant de l'anglais dans nos rapports avec eux, dans nos commandes, dans nos soumissions, etc. Une métropole à minorité française aura vite une influence sur notre assemblée nationale et le portrait qui s'en dégagera sera de plus en plus vite bilingue. Les ministères passeront aux mains d'anglophones ou d'allophones et, par

conséquent, le Conseil des Ministres reflétera de moins en moins l'image des régions françaises. Nous perdrons de la notoriété. Nous perdrons de la vigueur et nous irons lentement vers un appauvrissement encore plus grave que celui que nous connaissons maintenant. La vitalité de la seule nation française en Amérique est étroitement liée au caractère résolument français de Montréal.

Déjà dans les régions, où nos majorités sont indiscutables, nous sentons le tapis nous glisser sous les pieds : le snobisme anglo-adorateur fait sournoisement son œuvre avec ses Doggy Bag, Mainway, Discovering, Second Cup, Nickels, etc, avec les animateurs de radio qui ne connaissent plus le terme « fin de semaine », avec des enseignants au préscolaire qui font chanter les enfants en anglais, des restaurants au menu bilingue, des commerces aux circulaires dans les deux langues, des produits dans les épiceries, et de plus en plus, dans une présentation unilingue anglaise, des commerces avec de grandes sections alimentaires, dont la plupart des produits étiquetés en anglais, et des postes de radio qui meublent les meilleures plages horaires avec de la chanson anglaise, des festivals avec leur programme bilingue, sous le prétexte de leur internationalité, pour quelques dizaines de personnes seulement. Combien d'autres exemples nous pourrions citer!

Cette absence de conscience, de respect et de fierté porte ses fruits jusque dans nos écoles où l'on voit des éducateurs inviter leurs élèves à utiliser l'anglais, jusque dans certains ministères québécois, jusque dans les bureaux de scrutin.

**Il faut que vous, Mesdames et Messieurs les commissaires, vous entendiez ce que la majorité francophone veut dire; il faut que, par votre rapport, vous réussissiez à convaincre nos gouvernants de l'urgence d'agir avec fermeté pour faire en sorte**

**que nous évitions, comme dit le poète, de « partir pour la Louisiane » au cours de la première moitié du XXIe siècle.**

- ❖ Que nos législateurs cessent de considérer notre volonté de survivre et de nous épanouir en tant que civilisation comme des plaintes de pleurnichards; qu'ils arrêtent de n'écouter que les lobbies anti-français financés à même les millions de nos impôts.
- ❖ Qu'ils restituent au moins la Loi 101 et la Charte de la langue française dans son intégrité pour redonner cohérence à notre politique linguistique.
- ❖ Nous savons que cela demande du courage, mais nous sommes convaincus que nous ne pouvons pas en attendre moins d'un gouvernement indépendantiste, même de tout gouvernement québécois qui a une conscience historique. Il faut affirmer dès maintenant avec une extrême clarté, dans les textes et dans sa conduite, qu'au pays du Québec, le français est la langue d'enseignement, du travail, de l'administration, de l'affichage, de la publicité, de l'intégration des immigrants, bref, la seule langue de la citoyenneté politique. S'il ne le fait pas maintenant, il lui faudra encore plus de bravoure pour redonner ce rôle à notre langue quand il sera déjà trop tard.
- ❖ Il faut que la connaissance et l'usage du français deviennent une nécessité pour qu'il exerce une force d'attraction assez considérable pour que les nouveaux arrivants aient envie de l'adopter. Nous devons être bien conscients que la dénatalité nous menace : la « revanche des berceaux » est terminée depuis des lustres et l'actuelle majorité française doit avoir les moyens d'intégrer les immigrants ou elle sera vouée à disparaître.

- ❖ Le Québec français est condamné si nos gouvernements continuent de ne manifester que peu d'empathie à l'endroit de notre propre avenir. Le gouvernement fédéral, qui nage dans les surplus, inonde les promoteurs de l'anglophilie au Québec de millions de dollars pour assurer la protection d'une langue qui domine le monde, alors que notre gouvernement, celui qui doit nous protéger historiquement, ne fait à peu près rien pour la promotion et la fierté de la langue française.

## Un programme général d'immersion

---

**N**otre objectif étant de développer un pays aussi français que l'Ontario est anglaise, dans une ouverture sur le monde qui se caractérise par un nombre de plus en plus élevé de citoyens capables de communiquer en plusieurs langues, nous vous proposons la mise en place d'un vaste programme d'immersion linguistique.

### Immersion dans un grand sentiment de fierté

Parce que nous voulons continuer d'être une société essentiellement française, notre gouvernement a le devoir de transmettre à la population ce sentiment de fierté qui doit être le sien. Nous ne pouvons pas faire semblant que ce sera automatique : l'environnement nord-américain et canadien-anglais contribuent à créer chez les gens moins sensibilisés une sorte de dépendance qui leur fait mettre au premier rang de leurs priorités le côté utilitaire de l'anglais plutôt que leur propre identité.

Nous savons que nous ne pouvons pas compter sur les millions du fédéral pour défendre et promouvoir notre langue; il appartient donc à notre gouvernement québécois de s'en faire une priorité.

En dehors de la législation, qui bien souvent érige des obligations et des limites, il y a une nécessité de diffuser des messages d'intérêt public pour mieux faire apprécier notre appartenance à une langue aussi belle et internationale que le français. Et ce ne doit pas être le fait d'une seule semaine dans l'année. Nous demandons donc que le Gouvernement du Québec initie un programme de la fierté de la langue française comprenant entre autres :

- ❖ Un volet publicitaire;
- ❖ Des programmes scolaires sur la fierté et la qualité de la langue;
- ❖ Un programme de subvention aux groupes communautaires et aux organismes sans buts lucratifs qui œuvrent en ce sens;
- ❖ Un volet portant sur l'amélioration de la qualité du français dans tous ses ministères;
- ❖ Un volet important touchant le perfectionnement en français dans tous les domaines de l'enseignement scientifique et technique;
- ❖ Un volet d'intervention dans les petites, moyennes et grandes entreprises.

### **Immersion de la population québécoise dans cet espace français**

La population québécoise doit être invitée à privilégier le partage de la langue française comme langue commune et des communications. Il faut absolument convaincre tous les citoyens, surtout les anglophones et les allophones, que l'appropriation de ce pays français ne pourra se faire que par la connaissance de la langue française par toutes ses composantes. S'il est vrai que l'on adopte une

langue, à la maison, dans l'affichage ou ailleurs, pour son utilité économique, il est entendu que son utilité politique est tout aussi importante. Faire respecter ses droits, au Québec, ça se fait en français, en toute égalité, dans le respect des différences de couleur, de religion, de provenance, etc.

Il s'agit en fait d'un droit sacré, pour chaque Québécoise et Québécois, et d'une obligation pour la collectivité de consacrer le français comme langue commune effective au Québec. Cette connaissance concrétise des droits, celui du dialogue, de la délibération démocratique, de la participation à l'économie, au-delà de la diversité.

Le Québec se doit d'attirer les entreprises dans les régions, pas seulement à Montréal. Autant que pour l'immigration, la priorité doit être donnée au maintien de la force économique des régions pour garder intact leur degré d'influence dans l'ensemble du Québec. Tant que l'économie ne profitera qu'à la région montréalaise, nous continuerons de subir le dépeuplement des régions, affaiblissant tout autant leur potentiel d'intégration à la vie française au Québec.

L'enseignement du français ne doit pas être considéré comme une activité isolée du reste de la vie en société. La maîtrise de la langue est nécessaire à toutes les activités humaines et fait partie du bagage qui permet à chacun de mieux évoluer dans sa société. À ce titre, nous devons considérer comme prioritaire d'enseigner la langue spécifique aux spécialités, à travers l'enseignement propre à ces spécialités. La responsabilité du pédagogue ne s'arrête pas à la technique mais doit atteindre la maîtrise de la langue dans cette spécialité. Et nous devons rechercher chez les entreprises des collaborations qui viendront compléter cette éducation.

## **Immersion des anglophones dans ce nouveau pays français**

Nous entendons souvent des récriminations à l'effet qu'il y a trop peu d'anglophones qui font partie de la grande famille de la fonction publique québécoise. Pour ce faire, il y a des conditions incontournables et indiscutables: la Capitale, c'est la Ville de Québec, les ministères doivent y avoir leur siège social en grande majorité, les services du gouvernement québécois sont offerts en français; une condition d'embauche obligatoire est la maîtrise de la langue française. Ainsi, des programmes spéciaux et permanents doivent permettre aux anglophones de s'intégrer au Québec français et d'y être des participants à 100 %. Désormais, un jeune anglophone qui sort de l'école secondaire devrait maîtriser adéquatement le français.

Des programmes d'immersion pour les jeunes anglophones et allophones québécois devraient être initiés rapidement vers les régions à majorité francophone, à l'instar des programmes d'échanges avec les écoles de l'Ontario.

## **Immersion des jeunes étudiants québécois dans une éducation en français**

Pour les maisons d'éducation de langue française, il devient impératif que tous les intervenants impliqués, professeurs et enseignantes, professionnels et professionnelles, dirigeants et dirigeantes soient formellement engagés dans ce processus d'amélioration de la qualité de la langue française. Cette responsabilité n'appartient pas qu'aux seuls professeurs de français, mais à tous les pédagogues de nos institutions.

L'autre volet, beaucoup plus discuté, est davantage compromis. Les jeunes Québécois d'origine française doivent bénéficier de l'immersion francophone. Nous entendons donc que la langue

française doit être la seule enseignée durant toute la durée du primaire, agrémentée déjà de la littérature québécoise. Les deux principaux partis politiques au Québec ont fait leur lit à ce sujet, l'un avec l'apprentissage de l'anglais dès la première année, l'autre en troisième année. La différence est en somme assez symbolique. Nous savons que la déclaration de Claude Hagège n'a pas été trop bien reçue par le PLQ, mais nous vous demandons de vérifier ses affirmations selon lesquelles le Québec fait face à un danger imminent de disparition de sa langue maternelle s'il accélère l'enseignement de l'anglais en première année, et s'il ne le repousse pas plutôt au secondaire. L'article de Claude Hagège, dans *Le Devoir* du jeudi, 28 septembre 2000, nous invite à ne pas commettre l'erreur de nous situer sur le même pied que les sociétés où la langue maternelle n'est nullement compromise. Selon lui, notre situation de minoritaires sur ce continent nous oblige à faire plus attention à notre langue que partout ailleurs dans le monde.

Nous, nous disons que le jeune Québécois doit d'abord maîtriser sa langue avant de chercher à en acquérir une autre. Les années du primaire sont la source première de cette connaissance, mais pas la seule.

### **Immersion de nos jeunes francophones pour l'apprentissage de l'anglais**

En contrepartie de la proposition précédente, nous sommes convaincus que des efforts doivent être faits pour que les Québécois apprennent mieux la langue seconde et les autres langues. Nous croyons qu'il ne faut pas que des mesures favorables à la langue française influent négativement sur notre obligation morale de donner à nos jeunes le maximum de chances d'apprendre une autre ou d'autres langues. En cette matière, nous partageons entièrement l'opinion de la déclaration commune en annexe, que nous avons signée. Cette position est partagée par le Mouvement national des

Québécoises et Québécois. Nous ajoutons que ces programmes d'immersion devraient être graduellement rendus possibles pour une autre langue, comme l'espagnol.

Notre hypothèse est celle que la langue anglaise ne peut être acquise adéquatement par les méthodes actuelles. Nous oserions affirmer sans trop de crainte de nous tromper que les heures consacrées à l'étude de l'anglais au primaire, sans être inutiles sur le plan intellectuel, sont sans effet évident pour la maîtrise de l'anglais et, qu'au pire, elles constituent un handicap pour celle du français. Nous nous inscrivons clairement dans la préoccupation de la majorité des parents québécois à l'effet que leurs enfants se voient donner la chance d'apprendre efficacement d'autres langues. Par contre, nous réprouvons les actions qui visent à faire déclarer discriminatoire l'impossibilité pour des parents francophones d'envoyer leurs enfants dans des écoles anglaises du réseau public, comme est l'objet de la croisade de maître Tyler, d'Alliance-Québec. Aucun autre pays au monde n'offre de tels privilèges.

### **Notre proposition**

Malgré les modifications récemment apportées au curriculum scolaire, il nous faut prendre les mesures pour éliminer graduellement et rapidement l'enseignement de l'anglais au primaire tout en augmentant les heures d'enseignement du français. Pendant ce temps, préparons-nous à consacrer les ressources nécessaires au secondaire pour permettre aux étudiants de bénéficier d'un programme efficace d'immersion en anglais.

Ainsi, il y aurait obligation d'augmenter les heures de l'anglais au cours des 3 premières années du secondaire, pour les acquisitions de base, et d'offrir, à une étape subséquente des deux dernières

années, un volet en immersion. Déjà, dans le système scolaire québécois, il est possible à des élèves de profiter de programmes d'échanges avec l'Ontario et nous n'avons jamais entendu dire qu'un élève, dont les aptitudes le permettaient, avait été pénalisé par un bain de trois mois en langue anglaise. Le programme de l'Université Western à Trois-Pistoles ne pourrait-il pas nous servir d'exemple? Nous croyons que le système scolaire québécois devrait pouvoir s'adapter à cette nouvelle méthode d'apprentissage, que ce soit en profitant des écoles de l'autre langue sur son territoire ou en développant de l'immersion intra-murale. Finalement, nous croyons fermement que par un tel programme, loin de nous aliéner des catégories de personnes, nous pourrions être vus comme une société innovatrice et ouverte sur le monde. Cela n'interdit pas d'autres solutions.

Nous serons confrontés, au cours des prochaines années, au goût frénétique des francophones pour l'anglais. La montée continue du nombre de francophones, partisans du libre choix, persuadés qu'ils sont plus discriminés que les anglophones eux-mêmes le démontre. Personne ne pourrait opposer que le Gouvernement du Québec n'offre pas une chance à tous d'acquérir une deuxième langue.

### **Immersion du Québec dans la francophonie**

Le Québec, habitué à vivre en situation précaire, a le devoir d'influencer la francophonie, et il est le seul au Canada à pouvoir le faire. Il ne parviendra pas à remplir cette tâche efficacement s'il ne se donne pas la pleine souveraineté, seul moyen d'établir de véritables échanges internationaux, et s'il ne prend pas des mesures efficaces pour maintenir son poids démographique. Le carcan que constitue le Canada des Chrétien et Dion, présents et futurs, érode de plus en plus ce potentiel.

Nous avons donc à développer des mesures pour que la natalité nous permette de conserver notre population dans les régions, qui sont la garantie d'un Québec français, pour que Montréal conserve un bilan adéquat de français, et pour que Québec continue d'être un promoteur de la francophonie, au niveau mondial. Par ces mesures visant à redonner confiance au citoyen dans l'avenir du Québec, nous ferons de ce pays un lieu d'immersion propre à créer une fierté nouvelle.

Jusqu'ici, nous avons assisté au déclin du français partout au Canada. Le Québec, dans les conditions actuelles, subira les mêmes affres de l'anglicisation que les autres provinces. Il est donc essentiel et urgent que notre gouvernement mette en place des mesures vigoureuses ayant pour objectif d'encourager la natalité et l'accroissement de la population, en favorisant la création d'emplois permanents pour les jeunes, en complétant sa politique familiale, en allégeant la taxation sur les produits de première nécessité pour les enfants, en soutenant l'occupation du territoire et la protection des populations dans les régions éloignées.

## Soyons solidaires

---

**N**ous sommes rendus à un moment de notre histoire où il faut être téméraires pour défendre la langue française dans nos milieux de vie, tellement la contre-propagande des groupes aidés par le gouvernement fédéral a affaibli les convictions. Pourtant, notre langue est rentable à tous les points de vue. Il appartient en premier lieu à notre gouvernement de protéger son électorat dans ce qui constitue son identité, mais aussi, et sans compromis, aux organismes civils de la société québécoise de mettre l'épaulé à la roue. Non seulement les journées de la culture doivent-elles être portées par

eux, mais ces journées ne doivent pas être édulcorées, au point de ne pas y sentir la présence de la culture française.

## Conclusion

---

### Pour la préservation du patrimoine

**U**ne langue, ce n'est pas un élément patrimonial comme les autres : ce n'est pas un objet que l'on laisse se démoder sans dommage pour le ranger sur les tablettes de quelque musée à côté d'autres vieilleries pittoresques. Notre langue s'est formée en même temps que notre âme de peuple et, paradoxalement, elle est l'instrument qui a le plus contribué à donner à cette âme une identité originale. Elle est l'élément de base de tout le patrimoine en même temps que l'outil d'appropriation de tous les biens distinctifs qui nous constituent. Elle est enfin le seul moyen de prendre réellement possession de l'héritage historique, intellectuel, moral et spirituel constitué par nos ancêtres; elle est le souffle qui le garde vivant en l'adaptant à la réalité actuelle; elle est le seul véhicule pour le transmettre tout vif à nos descendants. C'est cette complexité qui lui donne son importance et sa fragilité; c'est elle qu'il faut nourrir et protéger plus que tout contre toute forme d'agression visant à la diminuer; ceux qui refuseront de le faire seront considérés par l'histoire comme les fossoyeurs de notre peuple.

**« Accepter CECI c'est me rendre complice de l'aliénation de mon âme de peuple, de sa disparition en l'Autre. Je dis que la disparition d'un peuple est un crime contre l'humanité, car c'est priver celle-ci d'une manifestation différenciée d'elle-**

**même. Je dis que personne n'a le droit d'entraver la libération d'un peuple qui a pris conscience de lui-même et de son historicité. »**

(Gaston Miron, Notes sur le non-poème et le poème)